

**Zeitschrift:** Archäologie der Schweiz : Mitteilungsblatt der SGUF = Archéologie suisse : bulletin de la SSPA = Archeologia svizzera : bollettino della SSPA

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Ur- und Frühgeschichte

**Band:** 18 (1995)

**Heft:** 3

**Artikel:** Forum : Archéologie suisse, quo vadis? Quelques réflexions personnelles

**Autor:** Kaeser, Marc-Antoine

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-15354>

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 29.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Mit dieser Ausgabe von »Archäologie der Schweiz« wird eine neue Rubrik eröffnet, das »Forum«. Hier soll allen Interessierten die Möglichkeit gegeben werden, sich zu Themen rund um die Archäologie in der Schweiz zu äussern.

Wir stellen uns vor, dass jeweils in der dritten Ausgabe des Jahres ein grösserer Beitrag als Diskussionsthema präsentiert wird, und dass wir in den drei darauffolgenden Ausgaben den Reaktionen aus der Leserschaft Platz einräumen.

Wir hoffen auf eine rege Publikumsbeteiligung an diesem Gedankenauftausch. Leserzuschriften sind an die Redaktion zu richten, die sich vorbehält, diese wenn nötig zu kürzen. Anonyme Beiträge werden nicht berücksichtigt.

*Die Redaktion*

»Forum«, tel est le nom de la nouvelle rubrique inaugurée dans ce numéro. Nous souhaitons qu'elle devienne un lieu d'échange pour toutes les personnes que l'archéologie en Suisse interpelle. Chaque année, dans l'avant-dernier numéro, nous publierons une contribution plus importante qui, nous l'espérons, servira de sujet de discussion; les commentaires et réactions des lecteurs à ce thème paraîtront dans les numéros suivants.

Nous espérons, chère lectrice, cher lecteur, que vous réserverez un accueil favorable à cette nouvelle forme de communication. Les contributions doivent être envoyées à la rédaction qui, le cas échéant, se permettra de raccourcir les textes. Les envois anonymes ne seront pas retenus.

*La rédaction*

## Archéologie suisse, quo vadis? Quelques réflexions personnelles<sup>1</sup>

*Without a sense of history, and of historical problem, archaeology can revert again to mere collection; and there is always the danger of a new antiquarianism.*

G. Daniel, A hundred and fifty years of archaeology (London 1975) 326.

En regard de l'activité archéologique actuelle, un plongeon dans les années soixante nous ferait apparaître les promoteurs des premiers grands programmes de fouilles »autoroutières« comme de véritables pionniers.

Ceux-ci, confrontés à des destructions d'une ampleur toute nouvelle, durent y faire face avec les moyens du bord. Dans l'administration, la planification, la fouille, la restauration et la conservation, les structures existantes étaient en effet loin de répondre à de telles exigences.

Ces pionniers surent relever le défi, et faire d'un risque majeur pour le patrimoine une victoire pour la recherche archéologique: le décret fédéral de 1961<sup>2</sup>, tout d'abord, libérait, à l'intention des archéologues, des fonds d'un montant alors inégalé. Si elle fut investie directement dans la fouille proprement dite, cette manne financière permit également de former peu à peu du personnel qualifié à tous les échelons de l'exploitation archéologique, et d'adapter des structures devenues obsolètes.

Ainsi, directement ou indirectement, les différents services cantonaux ont su saisir l'occasion de ce que l'on pourrait appeler une véritable régénération.

Nous devons donc à l'énergie de ces pionniers, à leur volonté, à leur sens de l'organisation... et à leurs talents d'improvisation le paysage transformé de l'archéologie en Suisse, depuis la fin des années septante.

### Le paysage transformé de l'archéologie en Suisse

On remarque tout d'abord l'omniprésence de l'archéologie dans notre environnement, l'accroissement du nombre des personnes qui, de près ou de loin, y sont employées. D'un point de vue qualitatif, ensuite, l'expérience qu'ont acquise nos institutions leur fait entreprendre chaque fouille avec une grande rigueur; les exigences sont élevées, et ne préjugent pas de l'intérêt des vestiges. Parallèlement, on observe un recours systématique aux disciplines scientifiques, en particulier à l'éclairage des sciences naturelles.

On a, de fait, le sentiment que chaque fouille archéologique livre un maximum d'informations, que rien n'est laissé au hasard, et que la masse considérable des données enregistrées est exploitée de façon intensive. Le résultat de ces efforts, c'est, de manière générale, la qualité et la précision des publications consacrées à ces travaux.

Mais toute médaille a son revers. En archéologie suisse, la poursuite du détail semble oblitérer la nécessité d'études moins concrètes, de débats plus théoriques. On peut en effet observer, dans l'activité éditoriale de l'archéologie en Suisse, la

rareté des perspectives générales, des interrogations prospectives, de ponts entre différents domaines d'étude, voire de réflexions sur la signification des études archéologiques<sup>3</sup>. Peut-être a-t-on perdu le *sens de l'histoire* dont parlait Glyn Daniel. De fait, ce manque de sens historique n'est certainement pas le résultat d'un choix. Il semble plutôt procéder d'une crise de croissance, consécutive à la multiplication des interventions archéologiques. Face aux entreprises toujours plus destructrices du génie civil, les archéologues se sont en effet déterminés à sauver d'abord le maximum d'informations, sans programmation préalable. Ainsi, l'augmentation de l'activité archéologique a provoqué une sérieuse inflation éditoriale<sup>4</sup>, qui a placé l'archéologie suisse dans une sorte de cercle vicieux. En raison même de la multiplication des interventions, les publications sont toujours plus vite dépassées par de nouvelles données. Les archéologues ont donc préféré se concentrer sur l'essentiel, c'est-à-dire la présentation des matériaux, moins soumis au vieillissement.

Leurs travaux ont par conséquent pris un caractère particulièrement technique, et sont donc difficilement accessibles, et surtout peu parlants pour les non-spécialistes. Cela rend le dialogue entre les différentes branches de la recherche assez malaisé: il est ainsi plus difficile d'établir des perspectives critiques.

Car c'est précisément cette absence de perspectives qui empêche d'établir des critères sélectifs, de juger de la pertinence et de l'utilité de certaines observations. Des critères qui seraient indispensables, 125

on le voit, pour réduire le nombre des matériaux. En l'état, en effet, on se voit presque obligé de publier chaque fouille comme si le sort de la discipline en dépendait.

Pour donner un exemple précis, on pourrait ainsi présenter, par exemple, trois coupes stratigraphiques d'un tronçon de 10 m de voie romaine avec un luxe frappant de détails sur les variations infimes de sa structure<sup>5</sup>. On pourrait continuer en livrant une analyse serrée de la variation du module des blocs utilisés, non pas seulement transversalement (ce qui semble intéressant), mais également dans l'axe de la voie, du premier au dernier mètre. Variations dont la signification échappe bien entendu à tout le monde, de la même manière que personne n'est en mesure de justifier la pertinence de telles observations.

Dans la logique du cercle vicieux décrite ci-dessus, on les publiera pourtant. Car en l'absence de synthèse préliminaire sur le mode de construction des voies romaines dans la région considérée, on juge prématûrément de les écarter a priori. Et l'on préférera ne pas tirer prétexte de cette étude pour esquisser cette synthèse préliminaire, car on craint qu'avec le rythme des découvertes, de nouvelles observations ne viennent, bientôt, relativiser sérieusement les généralisations effectuées.

Et pour les mêmes raisons, on évitera toute réflexion sur la signification géopolitique ou économique de cette voie romaine, sur ses implications sur l'organisation du territoire, etc.

Si une telle situation se prolongeait indéfiniment, on peut craindre que l'archéologie suisse, inéluctablement, n'en vienne à s'asphyxier elle-même.

Et pourtant, tout le monde s'accordera à reconnaître que les problématiques ne manquent pas: nous sommes bien loin d'en être réduits à opérer des retouches de détail sur un passé archéologique désormais connu... Au contraire: au fil des découvertes, ou grâce à l'affinement des méthodes d'analyse, de nouvelles interrogations apparaissent, qui mériteraient d'être abordées de front.

D'un point de vue plus pratique, certains aspects de l'organisation de la recherche devraient retenir notre attention. Ainsi, par exemple, la politique de planification des fouilles »d'urgence«: on pourrait pallier aux inconvénients les plus criants du sauvetage en définissant d'abord, selon les régions, les lacunes les plus évidentes dans nos connaissances, et en y adaptant, dans la mesure du possible, les programmes de prospection et de fouilles. On pourrait par ailleurs imaginer l'institution de collaborations intercantonales: Denis Ramseyer avait par exemple proposé l'unification des politiques de recherche lacustre des cantons riverains du lac de Neuchâtel, ou le développement concerté de secteurs particuliers dans les différents services cantonaux<sup>6</sup>. Il serait enfin utile de s'interroger publiquement sur le destin de la profession

en Suisse, à l'aube de l'achèvement du réseau autoroutier?

### *Les causes de la rareté du débat théorique: quelques hypothèses*

La rareté des discussions théoriques, si elle étonne, doit cependant pouvoir être expliquée par différents facteurs. Nous en proposons ici quelques-uns.

**Les services cantonaux.** Ce sont eux qui, pour l'essentiel, mènent la recherche. Ils sont, par nature, à la merci des impératifs du terrain, et naviguent constamment à la limite de leur budget. Ils n'ont donc généralement pas la possibilité d'aborder des problématiques qui sortent du cadre précis de leurs tâches. Mais surtout, la majeure partie de leur action étant concentrée sur le sauvetage, ils n'ont qu'une marge de manœuvre infime dans le choix des sujets d'étude<sup>8</sup>.

**Les universités.** Elles peuvent, par excellence, s'engager dans des recherches »gratuites«, sans lien avec les nécessités urgentes de la recherche appliquée. Les universités font toutefois insuffisamment usage de cette indépendance virtuelle: s'ils ont garanti des succès éclatants, les liens étroits qu'elles ont tissés avec la recherche de terrain ont donc également leurs inconvénients. L'institution universitaire devrait conserver une forte autonomie, pour ne pas risquer de n'être plus qu'une courroie de transmission entre la formation et le monde pratique.

**L'Etat fédéral.** A l'image de ce qui se passe dans beaucoup de domaines, la Confédération (à travers l'argent du FNRS et des Routes nationales) épaulé les cantons et les universités dans les entreprises qui dépassent leurs capacités financières. A ce titre, elle peut contrôler, d'une certaine manière, ces derniers, mais ne prend pas d'initiatives. Selon les principes d'un fédéralisme réel, il serait peut-être préférable de remplacer la solidarité par la complémentarité: la Confédération ne se mêlerait pas à l'activité des institutions cantonales, mais concentrerait ses efforts sur quelques tâches, dans lesquelles elle disposerait d'une autonomie absolue. Cela lui permettrait de fixer plus facilement des axes de recherche prioritaires.

**L'exiguïté du milieu archéologique suisse.** Il est possible que le nombre restreint des interlocuteurs potentiels pousse les archéologues à s'exprimer sur des problèmes théoriques dans des cadres plus vastes, avec des perspectives plus ambitieuses, en particulier lors de colloques internationaux. Peut-être notre pays ne dispose-t-il donc pas de la »taille critique« suffisante. Le morcellement géographique de la recherche et la diversité linguistique accentuent d'ailleurs ce handicap.

**L'histoire récente de la recherche.** Il est probable que les archéologues aient été échaudés par les expériences frustrantes des excès théoriques des années septante,

qui n'ont mené souvent qu'à des interrogations vaines, sans traduction possible dans la recherche appliquée. A vrai dire, on semble baigner aujourd'hui dans une atmosphère d'hypercriticisme, où les archéologues redoutent avant tout qu'on leur reproche de formuler des hypothèses non démontrées.

**Une technicité empruntée.** Le contexte d'urgence de la recherche en Suisse a poussé les archéologues, on l'a vu, à concentrer leur attention sur les matériaux. Ce faisant, on peut se demander si, perdant le contrôle de la multidisciplinarité, ils ne subissent pas l'influence des sciences naturelles. Attirés par la technicité des contributions extérieures qu'ils ont suscitées, ils oublient que l'archéologie ne peut prétendre à cette scientifcité. Et ils oublient également que les scientifiques qu'ils ont mis à contribution ont, dans leur discipline propre, d'autres justifications, d'autres satisfactions que celles qu'ils peuvent trouver dans leur collaboration avec les archéologues. En effet, la connaissance du monde animal ou végétal ne s'arrête pas, par exemple, à un inventaire des espèces conservées sur un site archéologique.

### *Le retour discret des perspectives générales... Vers un nouveau positivisme?*

Il est évident que les acteurs de l'archéologie en Suisse sont conscients, à des degrés variables, des problèmes que nous soulevons ici. Il est d'ailleurs naturel qu'un chercheur puisse une partie de sa motivation dans des choix et des priorités, selon des axes de recherche ou des interrogations spontanées. Il n'en reste pas moins, on l'a vu, que les conditions ne sont pas favorables à l'explicitation de ces choix et de ces interrogations. La situation invite plus à les masquer, à les nier, qu'à les discuter publiquement.

La seule issue, en fait, pour rejoindre le général, pour mettre des problèmes en perspective, sans encourir le reproche de légèreté ou de vanité, passe par l'élaboration d'une solide monographie. Il semble ainsi que ce n'est qu'après avoir épousé - en apparence, du moins - toutes les possibilités d'analyse d'une base documentaire, que l'on peut se permettre de lier l'objet de son étude à des interrogations plus générales, plus théoriques. Ces monographies représentent donc des études-modèles, dans tous les sens du terme.

De telles ambitions ne manqueront pas d'étonner l'historien. On est en effet étrangement proche des préceptes de l'école méthodique<sup>9</sup>. Celle-ci préchait le même culte des *faits*, réputés objectifs, tout en proscrivant la spéculation. Selon ces adeptes du positivisme, l'étude de l'histoire ne pouvait passer que par la publication de solides monographies, consacrées avant tout à la présentation de matériaux. Ces monographies devaient précisément constituer des modèles.

Les mandarins, toutefois, délaissant leurs principes, se réservaient les vues générales, la »Grande Histoire«, avec, d'ailleurs, un manque d'objectivité flagrant à nos yeux. Leur pratique illustre bien l'incohérence de leur approche. De fait, on s'accorde aujourd'hui à reconnaître que les »faits« ne parlent pas d'eux-mêmes.

Ce parallèle avec le positivisme ne paraît pas dénué de tout fondement. Il nous renvoie d'ailleurs à la crainte exprimée par Glyn Daniel à propos du danger d'un retour à l'esprit des antiquaires des siècles passés. Il serait toutefois hasardeux de pousser l'analogie plus loin: les circonstances, dans l'un et l'autre cas, sont singulièrement éloignées. Il n'en reste pas moins que l'on peut déplorer l'absence, en Suisse, d'une plate-forme éditoriale<sup>10</sup> où pourraient se nouer les débats d'une archéologie *nationale*.

### Archéologie suisse, ou archéologie en Suisse ?

Pour être nationale, l'archéologie dans notre pays devrait pouvoir se définir par autre chose que la simple similitude des conditions de travail. L'existence d'une archéologie suisse nécessite en effet - au-delà des convergences politiques et institutionnelles, de la communauté des canaux d'information et du partage possible des méthodes de travail - une certaine parenté culturelle. Et une telle parenté ne peut s'observer qu'à travers des interrogations communes, expression de sensibilités analogues<sup>11</sup>.

La rareté du débat théorique dans notre pays constitue donc un obstacle de taille à l'expression d'une archéologie nationale. Celle-ci n'en reste pas moins souhaitable. Car les sciences du passé ne fondent leur justification qu'en fonction des éclairages qu'elles apportent sur le présent, et donc sur l'avenir. Or, jusqu'à preuve du contraire, tant le présent que l'avenir de la Suisse nous sont communs.

En ces termes, la récusation de la possibilité même d'une archéologie suisse impliquerait en vérité la négation de l'existence d'une identité et d'une culture nationales.

### L'archéologie et son public

La rareté des débats, déplorée ci-dessus, se fait d'autant plus sentir que l'archéologie entretient avec son public un rapport assez ambigu. Notre discipline bénéficie en effet traditionnellement d'un large potentiel d'intérêt populaire. Ce potentiel a longtemps été insuffisamment exploité, et l'on peut se féliciter que notre discipline aille désormais toujours plus au devant des attentes du public, au moyen d'expositions thématiques, de démonstrations d'archéologie expérimentale, ou de journées »portes ouvertes« sur des chantiers en cours.

Le mouvement reste cependant à sens unique: l'amateur n'a aucune prise sur l'activité archéologique, et doit se borner à un rôle passif. Entre le spectateur et l'archéologue professionnel, on ne connaît en effet pas chez nous de structures intermédiaires, engagées, d'une manière ou d'une autre, dans la recherche scientifique<sup>12</sup>. Il n'existe pas vraiment d'équivalent, pour l'archéologie, aux sociétés locales d'histoire ou de sciences naturelles, souvent bien actives dans la recherche<sup>13</sup>.

De la même manière, on peut constater qu'il n'y a pas, pour l'archéologie suisse, de réelle transition entre la publication spécialisée, très technique et donc d'accès difficile, et les articles de la presse quotidienne. Lacune encore accentuée par la nature des articles journalistiques consacrés aux fouilles archéologiques, toujours bien plus proches du communiqué de presse que du journalisme d'investigation<sup>14</sup>.

Mais à vrai dire, les rapports entre les archéologues et le public sont peut-être vivisés par un problème plus profond: une certaine méfiance des professionnels à l'égard des amateurs. En guise de provocation, on pourrait d'ailleurs se demander si les efforts d'information publique consentis par ceux-là ne sont pas simplement l'expression des »relations publiques« du lobby archéologique. Si cette méfiance s'explique aisément par l'ampleur des fantasmes véhiculés par l'archéologie, la justifier témoignerait d'un regrettable manque de confiance.

Mais peut-être est-elle aussi le résultat de l'effet »tour d'ivoire«; peut-être craignons-nous d'être interpellés, de devoir répondre à des interrogations, d'être forcés à nous »mettre dans le vent« en abordant des thèmes à la mode.

### Une autonomie illusoire

Un tel désir d'indépendance reste pourtant assez illusoire: à notre insu, nous sommes marqués par l'»esprit du temps», et nos travaux se ressentent certainement de cette influence. Quoique discrète, elle n'en sera pas moins apparente, dans quelques décennies, lorsque nos successeurs pourront les appréhender avec le recul nécessaire<sup>15</sup>.

D'autre part, la réserve des archéologues n'empêche en aucune manière la récupération du passé par les forces sociales. Il suffira de mentionner ici, par exemple, la référence écologiste à nos ancêtres préhistoriques, présumés respectueux de l'environnement, ou le postulat, par certains mouvements féministes, du matriarcat préhistorique. La réticence à débattre ouvertement et à prendre position sur ces questions préserve peut-être l'innocence de la discipline, mais ne garantit en rien celle de son objet, le passé.

Mais surtout, si toutefois une telle objectivité était réellement possible, elle n'en resterait pas moins trompeuse, puisque le manque d'organisation de la recherche nous

laisse totalement désarmés face au hasard absolu des découvertes.

### Quels projets pour l'archéologie du XXIe siècle?

Nous avons tenté, en forçant parfois quelque peu le trait, de mettre en relief le manque d'interrogations prospectives et la faiblesse de la sensibilité historique dans l'archéologie suisse. Ces caractéristiques peuvent trouver diverses explications, qui tiennent en partie aux structures de la recherche, et qui renvoient au rapport qu'entretenent notre discipline avec le public.

Fondamentalement, cependant, ce que nous considérons comme une carence prend ses racines dans les années soixante, ces années glorieuses que nous mentionnions en introduction. Notre discipline y a en effet amorcé une phase de croissance soutenue, sans s'être défini de programmes et d'objectifs préalables. Cette réserve était judicieuse: elle a offert à la recherche la souplesse indispensable pour s'adapter à un développement inattendu. A l'abri des a priori et des réticences de principe, on a pu se montrer immédiatement très réceptif, tant à l'égard des nouveaux outils technologiques, que face aux surprises qui ont révolutionné nos connaissances.

Mais aujourd'hui, cette phase de croissance est arrivée à son terme; on semble être entré dans une période de stabilisation, où les progrès ont été digérés. Il est donc autant possible que nécessaire de définir des projets pour l'avenir. Nous devons en effet puiser de nouvelles motivations dans de nouvelles interrogations. Celles-ci nécessiteront des bilans, des choix, un débat sur les priorités. De telles attentes impliquent un retour en force de la subjectivité.

C'est, à notre avis, le prix à payer pour détourner l'archéologie d'une dérive vers la stricte conservation du passé, la préservation du patrimoine, et pour distraire les archéologues du danger de n'être plus que les archivistes du passé non-écrit.

<sup>1</sup> Plutôt qu'une présentation factuelle d'un état actuel de la discipline archéologique, ce texte se conçoit comme un regard personnel, nécessairement partiel et partial. En ce sens, il devrait constituer une introduction à un débat. Je tiens cependant à remercier Valentin Rychner pour ses remarques et critiques; ma reconnaissance s'adresse également à Michel Egloff et Gilbert Kaenel, pour leurs conseils et encouragements.

<sup>2</sup> Ce décret stipule que les frais des fouilles archéologiques nécessitées par la construction et l'aménagement autoroutiers sont pris en charge par le constructeur.

<sup>3</sup> Voir à ce propos D. Ramseyer, Les sites littoraux préhistoriques. Réflexion sur un siècle et demi de recherches dans le canton de Fribourg. Archéologie Suisse 15, 1992, 52-59 (en particulier 58).

<sup>4</sup> Cette inflation, sensible déjà dans les revues et les collections nationales, se traduit essentiellement par l'apparition de collections régionales, voire même de revues cantonales entièrement consacrées à l'archéologie. Et pourtant, justement, la hauteur des exigences a occasionné quelques dysfonctionnements de taille: des sites importants, consciencieusement fouillés, n'ont pu être publiés, faute d'argent, puis de temps.

<sup>5</sup> Je ne conteste absolument pas la nécessité fondamentale de documenter chaque observation de la manière la plus précise qui soit. Il me semble par contre légitime de s'inquiéter sur l'opportunité de publier toutes ces données. Déposées dans les archives d'un service, elles restent aisément accessibles...

<sup>6</sup> Ramseyer (note 3) 54.

<sup>7</sup> A cet égard, on peut se référer à l'exemple français des »nouvelles de l'archéologie«, qui consacrent une large place à des débats, parfois virulents, sur l'organisation de la recherche. Bien entendu, la situation française, très centralisée, fortement politisée, et caractérisée par des conflits de structures, est très différente de celle que l'on rencontre dans notre pays.

<sup>8</sup> La structure relativement hiérarchisée des services cantonaux accentue ce phénomène.

ne. En effet, l'énorme majorité des archéologues travaillent sur mandat: on décide donc pour eux de l'objet précis de leur travail. La sélection des sujets de recherche - car sélection il y a toujours - est généralement le fait des patrons de l'archéologie cantonale.

<sup>9</sup> Née en France en 1876, cette école a exercé son influence dans la recherche historique jusqu'au milieu de notre siècle.

<sup>10</sup> On se doit toutefois de souligner les efforts récents d'»Archéologie Suisse« en ce sens, à travers, d'une part, la création de numéros thématiques; et d'autre part, au moyen de la place faite à des synthèses préliminaires sur des fouilles importantes, comme celles d'Alle (JU), Brig/Glis (VS), Monruz (NE), ou du mithraeum de Martigny (VS).

<sup>11</sup> J'exclus d'emblée une définition de l'archéologie nationale qui voudrait y voir l'étude archéologique d'un passé prétendument commun: il s'agit là, non pas d'archéologie nationale, mais nationaliste.

<sup>12</sup> Le »cours d'initiation« de la SSPA, qui encourage les contacts entre archéologues et amateurs éclairés, pourrait contredire cette affirmation. Mais son cadre est bien rigide, et surtout, l'intitulé de ce cours d'»initiation« dénote bien le caractère professoral de la manifestation.

<sup>13</sup> Le succès considérable du Groupe Romand

d'Etudes d'Archéologie du Territoire, récemment constitué, laisse d'ailleurs penser qu'il y a une place pour des sociétés populaires d'archéologie.

<sup>14</sup> La présentation des fouilles occupe dans la presse beaucoup moins de place que celle des expositions archéologiques. Dans notre pays, cette information est très généralement régionale, et peut donc rarement être confiée à un journaliste formé dans notre domaine. Mais surtout, ce rédacteur est extrêmement dépendant de ses bonnes relations avec les patrons de l'archéologie locale.

<sup>15</sup> La récente vogue de la »civilisation celtique« constitue à cet égard un cas frappant. Avec l'intégration croissante de l'Europe, on a voulu voir dans cette civilisation celtique la préfiguration de l'Europe unie. Cette exploitation idéologique était d'ailleurs très explicite à l'exposition de Venise, en 1991, peu après le démantèlement du Rideau de fer.

Marc-Antoine KAESER  
Séminaire d'archéologie préhistorique  
Avenue DuPeyrou, 7  
2000 Neuchâtel

## Archäologische Mitteilungen – Informations archéologiques – Informazioni archeologiche

### GV der SGUF, 17.-19. Juni 1995 in Lausanne

Für die diesjährige Generalversammlung hatte das Parlament des Kantons Waadt seinen aussergewöhnlich schönen Sitzungssaal zur Verfügung gestellt, eine grosszügige Geste, die die Anwesenden rund 60 Mitglieder - darunter höchst erfreulich viele Deutschschweizer/innen - dankbar begrüssten. Ebenso wussten sie es zu schätzen, dass mit Herrn Conseiller d'Etat D. Schmutz, Herrn Conseiller D. Brélaz und Frau M.-J. Jequier die Spitzenvertreter/innen der kantonalen und kommunalen Behörden der Geschäftssitzung bewohnten.

Pünktlich konnte der Präsident F. Schifferdecker die Geschäftssitzung eröffnen. Die Behandlung der statutarischen Geschäfte gestaltete sich problemlos: Geschäftsbericht und Rechnung sowie das Budget wurden einstimmig genehmigt, der Vorstand unter Verdankung der Arbeit entlastet. In Ergänzung zu den publizierten Unterlagen ging F. Schifferdecker auf Punkte ein, die den Vorstand im vergangenen Jahr besonders beschäftigten und die nach wie vor aktuell sind: Um die erstmals seit 1981 unter die Schwelle von 2500 gesunkene Mitgliederzahl anzuheben, rief er die Anwesenden auf, unter ihren Bekannten und Verwandten Neumitglieder zu werben -

128 von ihnen gehe die beste und wirksamste

Propaganda für unsere Anliegen und für unsere interessanten und konkurrenzlos günstigen Produkte aus. Zweiter, für die Gesellschaft wichtiger Kreis war und ist das Verhältnis zu zentralen Kontribuenten, der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften sowie zur Bundesfeierspende/Pro Patria: Die allgemeine Finanzknappheit zwingt dazu, mit den Mitteln noch haushälterischer umzugehen - mit dem positiven Effekt, dass dank gemeinsamer Anstrengungen die Professionalität der Projekte noch grösser wird.

Zum ersten Mal seit 1971 haben die Anwesenden die Statuten modifiziert: die Wissenschaftliche Kommission wird neu zehn Mitglieder umfassen.

Unter »Allfälliges« wies der Präsident auf die beiden Einführungskurse von Genf (11./12.11.) und Zürich (25./26.11.) hin. Haben Sie sich bereits angemeldet?

In seinem farbigen Vortrag führte der Kantonsarchäologe D. Weidmann sodann die Anwesenden durch den gastgebenden Kanton Waadt, ein kulturhistorisch ungemein reiches Gebiet mit grosser Forschungstradition. Gastlichkeit und savoir-vivre durften wir schliesslich beim Aperitiv erleben.

Die Exkursion vom Sonntag führte in den nordöstlichen Kantonsteil, wo die Teilnehmenden in Yverdon, Sermuz und Orbe Glanzlichter der Waadtländer Forschungstätigkeit besichtigten und zudem erfuhren,

welche Köstlichkeiten A. Andersens Grabungsküche zu bieten hat. Der Montag schliesslich war mit Lausanne-Vidy, Pully und Chillon Monumenten des Léman gewidmet.

Urs Niffeler



Die Exkursionsteilnehmerinnen und -teilnehmer lauschen den Ausführungen D. Weidmanns vor der Steinreihe von Lutry.  
Foto: J. Bühlmann